

**Les révisions du projet de plan national en matière d'énergie et de climat ont été présentées aujourd'hui par le gouvernement autrichien de transition. La gauche, les écologistes et les ONG environnementales pointent les insuffisances du texte.**

Le gouvernement autrichien a présenté aujourd'hui les révisions de son projet de plan national en matière d'énergie et de climat (NKEP), dont la première mouture avait été sévèrement critiquée en juin dernier par la Commission européenne. Salué par le Parti populaire ÖVP comme « *une bonne base* », ce texte s'est attiré les foudres de la gauche et des écologistes qui ont dénoncé des « *mesures cosmétiques* ».

L'une des chevilles ouvrières du projet, l'ancienne ministre de l'environnement Elisabeth Köstinger (ÖVP) a souligné que la réduction des émissions et la réalisation des objectifs du sommet de la COP 21 à Paris étaient « *incontestables* ». « *Le projet présenté fournit une bonne base et est actuellement en cours de révision* », a-t-elle notamment déclaré, selon des propos rapportés par *Die Presse*. Selon elle, le texte s'inscrirait dans des efforts plus larges accomplis par le gouvernement précédent, citant le retrait complet du charbon, l'interdiction du chauffage au mazout, ou encore les investissements importants dans le réseau ferroviaire autrichien.

« *Le plan présenté aujourd'hui n'est certainement pas suffisant et déçoit les espoirs des milliers de jeunes qui descendent dans les rues semaine après semaine pour la protection du climat* », a tancé de son côté Leonore Gewessler, vice-présidente du groupe des Verts au Nationalsrat. Pour la dirigeante écologiste, le gouvernement de transition dirigé par Brigitte Bierlein n'a pas suffisamment pris en compte les remarques formulées par Bruxelles à propos du manque d'évaluation chiffrée de la première version.

« *Aucune question n'a été résolue* », a renchéri de son côté le porte-parole de Neos pour l'environnement, Michael Bernhard. « *Le plan pour le climat est visiblement l'héritage de la coalition « noire-bleue » et répète les cosmétiques superficiels du gouvernement précédent* », a dénoncé le social-démocrate Jörg Leichtfried (SPÖ). Ce dernier a également critiqué le manque de plan de financement et de mesures concrètes pour atteindre les objectifs de protection du climat.

**Les ONG environnementales affichent leur déception**

« *Nous sommes vraiment fâchés qu'après des années de discussions, il n'y ait toujours pas de feuille de route raisonnable montrant comment nous voulons atteindre nos objectifs climatiques* », a commenté Johannes Wahlmüller, porte-parole « climat » de l'ONG Global 2000. D'autres organisations environnementales se sont joint à ces critiques, à l'instar de Greenpeace, déplorant « *une déclaration d'impuissance* », ou de Renewable Energy regrettant des « *mesures cosmétiques qui ne rendent pas justice à la protection du climat* ».

Interrogé par *Der Standard*, l'économiste en environnement Karl Steininger s'est montré pessimiste quant à la satisfaction des objectifs fixés par l'Union européenne dans le cadre de l'Accord de Paris. « *Les mesures n'ont été que marginalement étendues, du moins pas assez pour atteindre les*

*objectifs fixés par l'Autriche elle-même à l'horizon 2030 », a-t-il exprimé. Parmi ces manquements : aucune méthodologie d'élimination des subventions contre-productives quant aux ambitions climatiques et aucun objectif concret de réduction des émissions de CO2 par secteur d'activité.*

Les États membres sont tenus, en vertu du nouveau règlement sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat, entré en vigueur le 24 décembre 2018, d'établir un plan national en matière d'énergie et de climat sur 10 ans couvrant la période de 2021 à 2030. La législation de l'Union européenne dans le domaine de l'énergie exige des États membres qu'ils tiennent dûment compte des recommandations de la Commission ou rendent publiques leurs raisons de ne pas le faire.

*« Les États membres ont élaboré des projets impressionnants en un laps de temps relativement court », avait reconnu en juin dernier le vice-président pour l'union de l'énergie, Maroš Šefčovič. Précisant toutefois : « En ce qui concerne les plans définitifs, attendus d'ici la fin de l'année, nos recommandations montrent que des efforts supplémentaires sont nécessaires: par exemple, une ambition plus forte, des mesures plus détaillées, une meilleure définition des besoins en investissement, ou un travail plus poussé en matière d'équité sociale. »*